



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

11 MAI 2023

DELIBERATION N° 2023-046-DC

Le onze mai deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le quatre mai deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE (sauf 037), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN (sauf 037), Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU (de 044 à 056), Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Nathalie MORON, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, , Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER
Didier CHEVROLIER suppléant Éric LEFIEVRE

Absent (s) / Excusé(s) :

Jérôme HARRAULT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Michel DELPHIN, Catherine EVILLARD, Sylvain LEFEBVRE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME, Bernard HENRY

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Olivier DESCHARD à Béatrice BERTRAND, Benoît LEDOUX à Didier ROUSSEAU, Michel DELPHIN à Nathalie MORON, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Éric TOURON, Béatrice GUILLON à Jean-François MIGLIERINA, Marc-Antoine NERON à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Arlette BOURDIER, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Thomas GUILMET, Sylvie TAUGOURDEAU à Géraldine LE COZ, Bernard HENRY à Éric MOUSSERION

Secrétaire de séance : Patricia COCHET

	DC 037	DC 038 à 043	DC 044 à 056
Membres en exercice	81	81	81
Quorum	41	41	41
Présents	56	58	59
Absents - Excusés	25	23	22
Pouvoirs	15	15	15
Votants	71	73	74

ALTER ENERGIES - PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SAS CENTRALE SOLAIRE DES PERRIERES SUR LA COMMUNE DE TERRANJOU

Par délibération, en date du 8 novembre 2022, le Conseil d'Administration de la SAEM Alter Energies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière d'Alter Energies dans la société par actions simplifiée dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou.

La prise de participation financière d'Alter Energies est envisagée pour un montant maximum de 230 300 euros dont la répartition est envisagée comme suit : 300 € en capital social et 230 000 € sous forme d'avances en comptes courants d'associés.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230511-2023-046-DC-DE
Date de télétransmission : 16/05/2023
Date de réception en préfecture : 16/05/2023

La commune nouvelle de Terranjou, propriétaire de l'ancienne décharge d'une surface d'environ 32.000 m² a souhaité valoriser ce terrain en réalisant un projet de ferme solaire photovoltaïque. Le projet d'implantation se situe à 2 km de Martigné-Briand.

Pour ce faire, Alter Energies a proposé à la commune de Terranjou de créer une structure de portage conjointe entre elle, Alter Energies et ERCLLA (structure citoyenne Energies Loire Layon Aubance). Alter Energies sera l'investisseur principal et portera le développement du projet tandis que la commune apportera une contribution minoritaire tout en gardant une prise de décision tout au long du déroulement du projet. Dans l'attente de la création de cette SPV qui permettra la rédaction d'une promesse de bail, il est prévu qu'un protocole d'accord soit signé avant de démarrer les premières études de développement.

D'après les premières études de faisabilité, la ferme solaire pourra permettre l'installation de panneaux sur environ 3,2 hectares de foncier. Le parc accueillera ainsi près de 5 600 panneaux pour une puissance totale d'environ 3,0 MWc et une production annuelle de 3 500 MWh. Cette production d'électricité représente l'équivalent de la consommation d'électricité, hors chauffage, de 1 600 foyers.

L'investissement prévisionnel pour ce projet est estimé à 2 550 000 € HT et le coût des charges d'exploitation du projet est estimé à 64 700 € HT.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital et Comptes Courants d'Associés rémunérés et le solde par emprunts bancaires :

	€HT
Dont CAPEX	2 550 000 €
Dont BFR	73 000 €
Investissement total	2 623 000 €
Fond propres (15%)	393 450 €
Emprunts bancaires (85%)	2 229 550 €

La répartition des participations des actionnaires dans la SAS Centrale Solaire des Perrières est projetée comme suit :

Associés	Part (%)	Montant capital	Montant CCA
Alter Energies	60 %	300	230 000 €
Commune de Terranjou	5 %	25	19 000 €
ERCLLA	35%	175	134 000 €
TOTAL	100%	500 €	383 000 €

La répartition ci-dessus présentée est un maximum pour Alter Energies. Dans l'hypothèse initiale, il est prévu qu'Alter Energies puisse prendre une participation financière dans la SAS à hauteur de 47,5% de cette dernière. La structure citoyenne se verrait également prendre une participation dans la SAS à hauteur de 47,5%.

Pendant la phase travaux et la phase exploitation, la Présidence sera assurée par Alter Energies.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Energies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, nous vous demandons :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230511-2023-00010-DE
Date de télétransmission : 16/05/2023
Date de réception préfecture : 16/05/2023

- d'approuver la constitution de la SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou par la SAEML Alter Energies (SAS constituée conjointement entre Alter Energies, la Commune de Terranjou et ERCLLA),

- d'approuver la prise de participation financière d'Alter Energies au capital de la SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou pour un montant maximum de 230 300 € dont la répartition est envisagée comme suit : 300 € en capital social et 230 000 € sous forme d'avances en comptes courants d'associés..

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Energies du 8 novembre 2022 ;

Vu l'information donnée en commission Transition énergétique et Mobilités du 11 mai 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la constitution de la SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou par la SAEML Alter Energies (SAS constituée conjointement entre Alter Energies, la Commune de Terranjou et ERCLLA) ;
- **D'APPROUVER** la participation financière de la SAEML "Alter Energies" dans la SAS « Centrale Solaire des Perrières » dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou pour un montant maximum de 230 300 € dont la répartition est envisagée comme suit : 300 € en capital social et 230 000 € sous forme d'avances en comptes courants d'associés ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Energies.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 73 – Guy Bertin ne prend pas part au vote


Contre :

Abstention :


Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur-Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLAISSE



En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »